



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# POUR UN VRAI CHANGEMENT : FAIRE PAYER LA CRISE AUX CAPITALISTES !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 7 juin 2012

A peine l'élection présidentielle passée, les plans de licenciements et fermetures d'entreprises explosent. Dans l'automobile, la téléphonie, la grande distribution, les transports, la chimie, 44 000 emplois sont menacés ! Le ministre de l'esbroufe du « redressement », Montebourg, n'a pas proposé une seule mesure concrète et radicale pour enrayer les licenciements. Aucune interdiction ! Aucune rétorsion ! Il déclare au contraire qu'en ce domaine il faut s'attendre à « des échecs » ! C'est sûr, quand on se contente de promettre aux patrons de nouvelles subventions, tout en leur laissant les mains libres...

## AUCUN SAUVEUR SUPRÊME

C'est pareil pour nos retraites : le gouvernement Ayrault n'accordera la droit de partir à 60 ans qu'à l'infime minorité de salariés qui aura réalisé ses 41,5 annuités. C'est pareil pour nos salaires : là où il faudrait récupérer les 200 milliards de cadeaux en tout genre fait aux plus riches, chaque année, afin d'augmenter tous les revenus de 300 euros nets par mois et d'établir un SMIC à hauteur de 1700 euros, le gouvernement n'envisage qu'un « coup de pouce ».

A part quelques mesures relativement symboliques, Hollande n'a rien promis. Ni l'abrogation des mesures antisociales de Sarkozy. Ni la remise en cause de l'austérité, c'est-à-dire tous les sacrifices imposés à la population. Pire, en s'appêtant à ratifier le pacte européen de stabilité budgétaire, cette gauche-là nous condamne déjà à la rigueur salariale et sociale !

En guise de politique contre la crise, Hollande et le parti Socialiste ont fait le choix de ne pas s'attaquer à la source du mal : le pouvoir des actionnaires et la logique libérale de la construction européenne. Dans ces conditions, ils ne pourront que se plier, finalement, aux exigences des marchés financiers. C'est-à-dire nous appliquer, d'une manière ou d'une autre, les mesures antisociales testées déjà en Grèce, en Espagne ou en Italie.

## ORGANISER LA RÉSISTANCE

### À L'AUSTÉRITÉ DE GAUCHE QUI SE PRÉPARE

Si nous ne faisons pas barrage à l'austérité, le terrain restera libre pour la droite et l'extrême droite. Pour en finir avec l'austérité, pas d'autre solution

que de reconstruire un grand mouvement social pour en finir avec la dictature du profit. **Si « le changement, c'est maintenant », c'est maintenant qu'il faut :**

⇒ **Des mesures d'urgence sociales :** Smic et minima sociaux à 1700€ nets, interdiction des licenciements, partage du travail entre toutes et tous avec 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire, la retraite à 60 ans pour tous dès 37ans et demi de cotisations,

⇒ **Une réforme fiscale radicale :** en finir avec les cadeaux aux riches et au patronat. Retrouver ainsi les moyens nécessaires aux services publics (école, santé, transport, logement...)

⇒ **En finir avec la dictature de la finance** par l'expropriation pure et simple de tout le secteur bancaire et la création d'un « service public bancaire unique », sous le contrôle des travailleurs et de la population.

⇒ **Engager la sortie du nucléaire** avec la réquisition sous le contrôle de la population des entreprises du secteur de l'énergie ( Edf, Gdf-Suez, Total, Areva...)

## DONNER LA PRIORITÉ

### AUX BESOINS SOCIAUX

Dans la société capitaliste, c'est la recherche du profit qui sert de boussole. **Pour que la priorité devienne la satisfaction des besoins sociaux, il faudra s'attaquer à ceux qui tiennent aujourd'hui les rênes du pouvoir :** actionnaires et dirigeants des grands groupes industriels et financiers. Il faudra mettre en œuvre un programme radicalement anticapitaliste. C'est ce que défendent à l'occasion des élections législatives les candidat-e-s du NPA.

Ils défendent aussi la nécessité de regrouper toutes les forces politiques et sociales, toutes celles et ceux qui s'opposent à l'austérité et à la crise, qui ne font pas confiance au PS et veulent construire une opposition de gauche à sa politique, un mouvement d'ensemble pour imposer des mesures d'urgence.

Voter pour les candidat-e-s du NPA, **c'est voter pour un programme de défense des intérêts du monde du travail, que nous imposerons tous ensemble par nos luttes.**

## **CHANTAGE A L'EMPLOI POUR ACCROÎTRE L'EXPLOITATION**

«*Travaillez plus pour gagner moins, on vous licenciera plus tard* ». Voilà le marché de dupes que la direction de PSA propose aux salariés de Sevelnord.

Cette usine était, avec Aulnay et Madrid, l'une des trois dont la fermeture à court terme avait été initialement programmée par PSA. Maintenant la direction fait le chantage : on ne fermera peut-être pas tout de suite si vous acceptez le blocage des salaires pour 3 ans, la suppression de plusieurs centaines d'emplois, et la flexibilité totale des horaires. Tout ça au travers d'un « accord de compétitivité » que la direction veut « négocier » avant les congés d'été.

En 2010, General Motors avait imposé, sous prétexte de « sauver les emplois » de tels sacrifices à son usine de Strasbourg. La même usine dont le constructeur américain parle à nouveau de se débarrasser. Bien fou celui qui accepterait des sacrifices en croyant à la parole d'un patron !

## **FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS**

Lors d'une interview, Christine Lagarde, actuelle patronne du FMI, a reproché aux Grecs de ne pas, tous, payer leurs impôts.

Les couches les plus modestes du pays, appauvries par une rafale de plans d'austérité, sont lourdement taxées sur les produits de consommation comme sur leurs maigres revenus. Tandis que la richissime Église orthodoxe grecque, 2e plus grand propriétaire foncier et immobilier du pays, et les armateurs milliardaires sont, eux, totalement dégrevés d'impôts.

Mais Lagarde sait reconnaître les siens : elle gagne plus de 380 939 € par an, sans payer un seul centime d'impôts sur son salaire. En effet, en tant que directrice générale du FMI, elle bénéficie d'un statut fiscal particulier, faisant que tous ses revenus et traitements issus du Fonds ne sont pas imposables !

## **CHÉRÈQUE EN BLANC DE LA CFDT A SAPIN !**

La revendication du Smic à 1700 euros brut serait un objectif « *inatteignable* », qui « *ne suffit pas à régler le problème d'achat* » a osé déclarer le dirigeant de la CFDT, François Chérèque.

Le nouveau ministre du Travail, Michel Sapin, s'est empressé d'acquiescer, en affirmant qu'il n'était pas possible de « *faire des sauts sur le SMIC* ». Il ne parle que de donner un « *coup de pouce* » minime au Smic.

Mais vivre avec le Smic, soit moins de 1100 € net par mois – quand ce n'est pas avec 70 % de celui-ci, lorsqu'on travaille à temps partiel – est une épreuve quotidienne pour toute une partie des classes populaires. A défaut de coups de pouce, ce sont des coups de pied ailleurs qu'il faudra savoir distribuer pour obtenir notre dû.

## **Réunion publique du NPA à l'occasion des législatives en Seine-Maritime**

**le Vendredi 8 juin - 20h00  
à la Halle aux Toiles à Rouen**

## **Aux capitalistes de payer leurs crises !**

**Avec les candidat(e)s NPA  
de l'agglomération rouennaise:**

**- 1ère circonscription:**

**José MARIN**

51 ans, bibliothécaire

**Annick HELY**

52 ans, postière

**- 2ème circonscription:**

**Catherine SAILLARD**

58 ans, fonctionnaire

**Philippe HAVEL**

56 ans, agent hospitalier

**- 3ème circonscription:**

**Christine POUPIN**

54 ans, technicienne dans la chimie

**Olivier PETIT**

40 ans, cheminot

**- 4ème circonscription:**

**Régis LOUAIL**

58 ans, ouvrier industrie automobile

**Clara NESIC**

41 ans, professeur des écoles

**MAIL POUR NOUS CONTACTER:**

[nparenaultcleon@gmail.com](mailto:nparenaultcleon@gmail.com)

site national du NPA: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

site NPA agglomération Rouen: [www.npa76.org](http://www.npa76.org)

**LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA**  
[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique